

Ils avaient de bien drôles de gueules, ces « Etats ouvriers » ...

Présentation.

Dans plusieurs articles, parfois au détour d'une phrase, il m'est souvent arrivé ces dernières années d'exprimer ma conception selon laquelle l'URSS et ses clones n'étaient évidemment pas des Etats ouvriers. Je ne l'ai pas exposée systématiquement à ce jour pour deux raisons. D'abord, cette conception s'est dégagée pour moi très progressivement, et par la médiation des analyses critiques voire des polémiques – de ce point de vue, mon article sur l'analyse de Zbigniew Kowalewski publiée dans *Inprecor* en juin dernier, *Ouvriers, bureaucrates, capital*, m'a permis de parachever l'élaboration de ma position sur ce sujet. Ensuite, je ne voudrais pas lui donner un caractère par trop systématique, achevé, car le champ de la recherche et de la réflexion doit rester ouvert. La question des soi-disant « Etats ouvriers » a été l'objet de tous les dogmes et je ne veux surtout pas en rajouter un. Mais en fait, ma conception, sous une forme élaborée, existe dans des travaux portant notamment sur l'histoire de l'URSS, écrits courants 2020, dans lesquels figurent tous les éléments factuels, historiques et socio-économiques, déterminants. Je me résous à y puiser ici pour clarifier ce qu'il en est au juste. Cet article n'est donc pas l'exposé systématique supposé, mais il entend donner la clef du sujet, en résumant ma propre évolution à son propos. A titre personnel il s'agit pour moi d'éviter des malentendus – ainsi, Daniel Gaido, dans une recension critique récente d'un article de moi sur l'histoire de la IV^e Internationale (sur laquelle je reviendrai par ailleurs), m'attribue l'adhésion à la théorie de l'URSS « capitalisme d'Etat ». C'est une confusion, mais une confusion compréhensible. Mais il y a plus important. Nous délester des légendes sur le XX^e siècle apparaît comme une condition de la victoire ou de la défaite, c'est-à-dire une condition de la survie humaine, pour ce XXI^e siècle bien entamé. Rien de moins.

Le point de départ.

Au départ, formé dans le « trotskysme orthodoxe », j'ai considéré l'URSS comme un « Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré » et les autres Etats dirigés par des partis-Etats appelés « communistes » comme des « Etats ouvriers bureaucratiquement déformés ». Trotskyste orthodoxe, cette nomenclature n'est pas vraiment, pourtant, celle de Trotsky, qui n'avait employé qu'avec prudence, à partir de 1933 (mais déjà des années après avoir qualifié la bureaucratie stalinienne de danger mortel pour la révolution), la première de ces formules, en précisant que la seconde guerre impérialiste mondiale allait forcément conduire à vérifier si cette dégénérescence irait jusqu'au bout – aboutissant donc à un Etat nullement « ouvrier » - où serait inversée par un redressement révolutionnaire, renversant la bureaucratie stalinienne.

A la fin de la seconde guerre mondiale, la IV^e Internationale reconstituée a au contraire estimé que l'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré avait tenu et s'était raffermi tel qu'en lui-même, inchangé, et qu'il avait enfanté, directement par occupation militaire, ou indirectement et involontairement par les guerres de partisans, une série d'Etats ouvriers immédiatement bureaucratiques, et donc pas dégénérés, mais tout de suite « déformés ».

De qui s'agit-il.

Le corps du délit était donc constitué par l'URSS, et une série d'Etats dont elle était le prototype. Il y avait d'abord ses satellites, Mongolie extérieure dès 1923 (et Tanou-Touva jusqu'en 44), puis Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie et RDA suite à la seconde guerre mondiale, ainsi que deux Etats non satellisés, la Yougoslavie et l'Albanie. Il y avait ensuite des Etats de même mouture, et

initialement de même idéologie, avec avant tout la réplique majeure, puis différente, la Chine, ainsi que la Corée du Nord, le Vietnam du Nord qui en 1975 réalise l'unité avec le Sud, son propre satellite le Laos, le cas du Cambodge, et enfin le cas initialement différent, car d'origine non « communiste », c'est-à-dire non stalinienne, mais de plus en plus ressemblant, de Cuba après 1959. La question s'est posée de 1979 à 1990 de savoir si le Nicaragua serait un second Cuba, ce qui n'est pas advenu. Telle est la liste ; certains l'ont rallongée, voyant des « Etats ouvriers » partout, avec des critères tels que le niveau d'étatisation de la production qui, en toute logique, aurait dû leur faire considérer, par exemple, l'Arabie saoudite, comme un « Etat ouvrier », ou aurait dû conduire à en voir un dans l'infâme dictature érythréenne ...

Je m'en tiendrais à la liste donnée ici, qui est celle des dits « régimes communistes » du XX^e siècle.

A partir de 1989-1991 leur sort diverge : l'URSS et son bloc dit « soviétique » disparaissent tandis que les régimes « communistes » chinois, vietnamien, nord-coréen et cubain perdurent. Cependant, la Chine avant tout, et la Russie, deviennent à l'évidence des puissances impérialistes cherchant à exporter leurs capitaux, en tension avec les impérialismes nord-américain, européens et japonais. Bon an mal an, les divers courants issus de la tradition qui voyaient en eux des « Etats ouvriers » doivent constater leur transformation en puissances capitalistes importantes, et, dans le cas chinois, en seconde puissance mondiale rivale de la première. Cette évolution contemporaine ne peut pas être comprise sans remonter à Staline et à Mao.

L'expérience historique.

La transformation de la Russie, héritière amputée de l'URSS, en une puissance capitaliste, et la transformation, souvent moins bien digérée par les commentateurs « marxistes » contemporains, de la Chine (RPC, République Populaire de Chine) toujours appelée communiste, non seulement en une puissance capitaliste, mais en un impérialisme de tout premier plan, ont constitué pour moi, et, je l'espère, pour beaucoup, une première pierre de touche pour la saisie concrète du réel et l'enrichissement de nos catégories d'analyse.

La grande transformation.

Jusqu'en 1987-1989, la conception « trotskyste orthodoxe » pouvait se faire le narratif suivant : la révolution politique, instaurant la démocratie des soviets en renversant le pouvoir de la bureaucratie, mais en conservant les traits socio-économiques fondamentaux de l'étatisation de l'économie et du monopole étatique du commerce extérieur, était ce qui germait, comme l'avaient bien montré les conseils ouvriers hongrois en 56, le Printemps de Prague en 68, Solidarnosc en 80-81, et, en Chine, la commune de Shanghai en 67 ou les grèves de 76. Aspirations démocratiques, aspirations à l'indépendance des nationalités, et revendications ouvrières, ont déferlé dans le « bloc soviétique » en 1988-1991.

Mais la révolution politique attendue a été remplacée par le triomphe de l'aspiration, aussi bien des bureaucrates que des intellectuels et de larges couches de la population, à accéder à une société capitaliste et démocratique « normale » et finalement, « le communisme a pris fin », des institutions parlementaires et multipartites parfois réelles et parfois formelles sontvenues, même si, surtout en Russie, la déception, la pauvreté de masse, la corruption et l'autoritarisme du pouvoir dans ce qui fut vite appelé la « démocrature » (à Moscou, un « democrat » était dans les années 90 le surnom des matraques longues de la milice) ont prévalu. Après le printemps, la grisaille, mais au passage, « la fin du communisme » !

En Chine, par contre, « le communisme » est toujours là, par la grâce des chars écrasant jeunesse et prolétariat sur la place Tian An Men en juin 1989. La bourse de Shanghai ouvre l'année suivante : le « communisme » chinois ce sera les chars (et les drones, et le contrôle facial ...) plus le capitalisme.

URSS et bloc soviétique, 1987-1991.

Ce qui fut éclatant dans les évènements d'Europe centrale et orientale, et jusqu'à Oulan-Bator, en 1987-1991, c'est que les appareils des partis « communistes » au pouvoir, les bureaucrates, tout en ayant très peur des aspirations démocratiques et en préservant au mieux, sauf en défunte RDA et dans quelques pays d'Europe centrale (et encore il faudrait y regarder de plus près ...), leur épine dorsale qu'était la police politique - revenue directement au pouvoir en Russie depuis 1999 -, ont affiché leur absence totale d'idéologie et de conviction et leur appât du gain et se sont majoritairement transformés en patronat, en classe capitaliste groupée dans des réseaux mafieux hérités de l'ancien régime, d'une manière très naturelle, leurs couches périphériques formant des petits appareils politiques corrompus et interchangeables. Le « bizness » apparut clairement comme l'avenir, et comme le présent, de la bureaucratie stalinienne, brejnivienne et gorbatchevienne.

Je lisais récemment, dans *Inprecor*, ce qui apparaît comme une évidence aujourd'hui pour tel groupe d'oppositionnels communistes cubains :

« ... *le choix naturel de la haute bureaucratie est de se convertir en bourgeoisie ...* » (Mario Valdes Navia, *Actualisation de la Révolution, La Joven Cuba*, 28 août 2021).

A la fin des années 1980, Ernest Mandel par exemple expliquait tout autre chose : une « lutte triangulaire » entre forces procapitalistes, bureaucratie, et classe ouvrière, était censée se produire en URSS. C'est-à-dire que la bureaucratie n'était toujours pas comprise chez lui comme la première forme du retour à l'ordre social capitaliste, mais comme une sorte de mur d'inertie antidémocratique empêchant d'avancer, nullement « restaurationniste du capital » par elle-même. Un obstacle, sans doute, mais faisant partie de notre camp, pas une force franchement ennemie avançant en sens inverse.

Hé bien si : le capitalisme est passé par la bureaucratie, et pas par une autre voie. Nous allons voir que cette constatation va plus loin, et plus profondément, que ce retour officiel du capitalisme sous Gorbatchev et Eltsine.

Les révolutions avortées des années 1989-1991 en Europe centrale et orientale ont bien montré deux choses.

Premièrement, si « restauration du capitalisme » il y a eu, c'est par et pour la bureaucratie. Le point d'appui du capital et de la propriété privée a été l'Etat prétendument ouvrier. La bureaucratie est « *une caste qui, par essence, représente la tendance à la restauration capitaliste* » (je cite là un texte « trotskyste orthodoxe » du SWP américain, de fin 1953 : l'orthodoxie n'a pas su tirer les conséquences de ses propres affirmations !). Si la bureaucratie peut avoir des contradictions elle n'a finalement pas de « double nature », mais une seule : capitaliste.

Par conséquent, deuxièmement : les aspirations démocratiques et nationales, et plus encore les revendications ouvrières, ont été partout déçues et trahies. La logique du « marché » et celle de la bureaucratie ne faisaient qu'une, et n'étaient pas celle de la démocratie.

A propos d'un certain Grand Bond en avant.

Reste que l'on pouvait encore raconter, concernant le bloc soviétique, que même si c'était la bureaucratie qui était devenue la classe capitaliste, cela n'avait pu se faire que par la liquidation du Pacte de Varsovie, la fin de l'URSS, la dissolution du PCUS, bref la « fin du communisme » comme il était martelé par les médias à l'époque. Il semblait y avoir tout de même une certaine discontinuité, bien que par la suite, sous Poutine mais même aussi, d'une certaine manière, du côté des Orban et des Duda, les éléments de continuité reviendront de plus en plus. Tout de même, pour restaurer le capitalisme, il fallait renverser les Partis communistes ! Ah, mais !

Oui, mais ... la Chine ! Tian An Men écrasé, l'intégration à la circulation mondiale des capitaux via la

bourse, la finance et le crédit opère précisément à ce moment-là et suite à cela, sous la haute direction du PCC ! Pas de « chute du communisme » ici. Au contraire : sa réalisation. Comme capitalisme.

L'étude du cas chinois, d'une importance globale mondiale tout à fait majeure, m'a occupé dans les années 2005-2010, à travers l'histoire chinoise, l'histoire du PCC, avant et après 1927, quand il était un parti révolutionnaire tentant de percer, puis entre 1927 et 1934 où il est remplacé par autre chose, avec la formation, bien avant qu'elle prenne le pouvoir, d'une bureaucratie maoïste rattachée pendant longtemps à Moscou mais autonome, donc stalino-maoïste, au pouvoir en 1949 suite à l'effondrement de l'Etat bourgeois chinois existant devant l'invasion japonaise et le mouvement paysan. Mais aussi l'étude de la place globale de la Chine dans l'histoire mondiale et dans l'histoire du capitalisme, à travers les travaux d'auteurs comme Giovanni Arrighi, et sa critique, Kenneth Pomeranz, Roy Bin Wong, notamment. Je me cite ici sur un point central qui est ressorti de cette étude : le Grand bond en avant de Mao, sorte de sommet de la politique de collectivisation stalinienne censée être l'apogée du « communisme » dans sa forme bureaucratique, a en réalité implanté la classe capitaliste chinoise, qui s'épanouira sous Deng, et qui cherche à s'affirmer en pilier de l'ordre impérialiste mondial sous Xi :

« L'idéologie maoïste selon laquelle le communisme allait être construit en quelques années, à coup de volonté, d'idéalisme et de trique, qu'elle fut sincère ou non (et elle fut sans doute d'autant plus efficace pour jouer son vrai rôle qu'elle fut sincère), lui a permis de maîtriser ces contradictions [celles de la Chine d'après 1949] par la force : le premier mouvement de collectivisation rurale en 1955-1956 puis, surtout, le « Grand bond en avant » en 1958-1959 et la famine qui le suit jusqu'en 1962, jouent un rôle essentiel.

Ce rôle ne consiste absolument pas en ce que des éléments de « socialisme » ou de « communisme » seraient implantés parmi les centaines de millions d'habitants de la Chine rurale, mais en ce qu'un encadrement sans précédent prend en main la totalité de cette population, dont tout élan indépendant ou toute résistance sont réprimés avec une violence effarante.

Sur le plan de l'économie rurale, la situation après le « grand bond », ce sont les « soixante articles » de mars 1961, adoptés par le comité central du PCC et non publiés, mais qui fixent la pratique réelle : le cadre de la production agricole n'est pas la « commune populaire » mais la brigade de production, qui correspond le plus souvent au village ou au hameau existant, la maison, le lopin privé et la vente de leurs surplus éventuels sont garantis aux paysans. Il n'y a plus là de « collectivisation » même au sens de l'étatisation stalinienne de l'agriculture en URSS.

Pourtant, le « grand bond » s'inscrit évidemment dans la série des offensives contre la petite production marchande des régimes stalinien, dont le modèle fut donné par la collectivisation en URSS en 1929-1930, (...). Pas plus que dans ces autres exemples, le « grand bond » de Mao, le plus meurtrier de tous, n'a abouti à des rapports sociaux reposant sur une propriété sociale et commune réelle, ce qui n'avait jamais été leur but ni leur fonction. Dans le cas chinois, la réalité de la production rurale est même, dans les faits, nettement moins centralisée que dans le modèle initial soviétique, passé le délire du « grand bond ».

Par contre, au plan administratif, militaire, politique, moral, le vrai résultat est qu'un énorme appareil s'est formé, dominant et exploitant la paysannerie. Autrement dit le vide était rempli. L'appareil militaro-bureaucratique mao-stalinien, né et porté au pouvoir à la suite de circonstances exceptionnelles résultant de l'effondrement du vieil Etat et de la bourgeoisie nationale dans une phase mondiale de « transition capitale d'hégémonie » faisant suite à la défaite de la première offensive généralisée de la révolution prolétarienne mondiale, avait réussi à se développer en une classe dominante, dont bien des traits ressemblent il est vrai à la vieille bureaucratie lettrée chinoise, à ceci près que son épaisseur est beaucoup plus forte, que cet appareil dispose d'une mainmise beaucoup plus rapprochée sur la totalité de la force de travail.

Ce contrôle rapproché de la force de travail a un contenu économique qui corrige quelque peu l'impression de « retour à la case départ » d'une petite production encadrée à l'issue du « grand bond ». La propagande a fait grand cas de l'industrialisation des campagnes symbolisée par les fameux « petits hauts fourneaux ». En fait, « les industries artisanales et les marchés ruraux furent démantelés » [Roy Bin

Wong] et malgré l'essor volontariste d'industries de biens de production intermédiaires en zone rurale, c'est dans les villes que se concentrat l'industrialisation. Le « grand bond » « a augmenté au lieu de le diminuer le privilège dont bénéficiait l'industrie lourde » et la main-d'œuvre industrielle a augmenté spontanément de 20 millions d'unités. Autrement dit ce que la concurrence et les interventions étrangères impérialistes n'étaient pas arrivés à produire, le « grand bond » et Mao l'ont fait : détruire la combinaison spécifique de travail agricole et artisanal produisant pour le marché, qui avait justement caractérisé la Chine précapitaliste (...).

Roy Bin Wong décrit la chose ainsi : « La campagne chinoise des années 1950 et 1960 en général en vint à ressembler au genre d'économie supposée par les théories économiques de développement occidentales -une économie dans laquelle les résidents ruraux ne pratiquaient que l'agriculture. »

Autrement dit, c'est le Grand bond qui sépare jusqu'au fin fond de la Chine les producteurs et les moyens de production, créant les conditions non pas seulement d'un capitalisme compradore tenant par les ports, comme avant 1949, mais d'un capitalisme ancré dans la production de bientôt un milliard et plus d'êtres humains, et dont les centres d'accumulation et faisant fonction, c'est-à-dire les capitalistes, seront les enfants des petits chefs mis en place partout dans et par le « Grand bond » ... « vers le communisme » !

Un sacré modèle ...

Cette compréhension du Grand bond a une immense importance, d'abord parce qu'elle fait mesurer l'écart entre idéologie et réalité, bien sûr, mais surtout parce qu'elle suggère une grille d'interprétation plus générale pour les collectivisations stalinienennes. Le modèle reproduit et amplifié ici, c'est bien l'URSS du premier plan quinquennal. Avant la Chine du Grand bond, il est répété en Ukraine et dans les parties de l'URSS libérées de la Wehrmacht en 1946, et répercute en Europe centrale après 1947 (au printemps 1948 dans le cas yougoslave, juste avant l'excommunication de Tito et sous pression du Kominform). Il est discuté à Cuba dans le « grand débat » de 1962-1963 (où, ce qui est à mes yeux un sommet de l'ironie de l'histoire, Ernest Mandel soutient le Che dans le sens du volontarisme planificateur !), et il y prendra sa forme finale avec la *zafra* de 1970. Il est véritablement mis en œuvre, malgré des précédents dans les années cinquante, par le PTV (PC vietnamien) en 1977 seulement (et il entraîne l'expulsion des « chinois », les Hoas, souvent des prolétaires), et il a eu ses pires caricatures meurtrières ultimes dans le crime de masse Khmer rouge au Cambodge en 1975, et au final dans la « *systématisation* » du bouffon sanguinaire Ceausescu en Roumanie. Au passage, je pense que le cas de la Corée du Nord est original, car la destruction des villages a été ici l'œuvre des bombardements nord-américains en 1950-53, après quoi les hommes du Parti encadrent le travail des paysannes ...

Le modèle stalinien, « communiste », ne date pas de 1917, mais de 1929. C'est lui qui a été reproduit dans tous les Etats « à direction communiste » du XX^e siècle et qui façonne un ordre social spécifique, souvent complété par la famine dont le rôle social est également fondateur (Holodomor, nouvelle famine ukrainienne de 1946, Grand Bond, Rizières de la mort).

C'est cette construction sociale qui a été présentée, qui est passée, pour la « construction du communisme ». Ma thèse est qu'elle fut une forme particulière d'expropriation primitive capitaliste intégrale, et de lancement d'un processus rapide d'accumulation de capital fixe, inventée empiriquement par Staline dans le but d'assurer la domination de la bureaucratie, l'écrasement de la paysannerie et des nationalités, et d'en extirper de quoi exporter et accumuler, dans des conditions où capitalistes et grands propriétaires fonciers avaient été expropriés en 1917. Cette formation sociale a été reproduite avec des variantes dans tous les pays dont il est ici question, fournissant un modèle imaginaire de développement

accéléré, et, au final, un terrible contre-modèle, un repoussoir absolu pour toutes les aspirations à l'émancipation.

Sauf que le repoussoir absolu n'avait rien de communiste, et portait la reproduction élargie et intensifiée du capitalisme en son cœur, comme sa seule et unique fonctionnalité sociale et historique.

La fonction politique objective de ce grand mensonge, comme disait Ciliga, est contenue dans le terme même de « *collectivisation* ». Les études de Moshe Lewin sur la paysannerie russe ont montré que le vrai collectivisme, sous des formes variées traditionnelles ou non (mir, artel, communes, premiers kolkhozes ...), existaient en URSS depuis 1917 ou avant, et permettent de comprendre que les conquêtes paysannes de la révolution ne consistaient pas dans la « petite propriété » : conformément aux vœux des paysans, la terre russe en 1918 n'était ni vendable ni louable, souvent régulièrement répartie, et le salariat était exclu : ce n'était pas la France rurale d'après 1789. C'est la « *collectivisation* » de 1929 qui a écrasé définitivement tout cela. Elle a mis fin au vrai collectivisme en expropriant les travailleurs de leurs moyens de travail et de vie, et de leurs propres personnes.

Du point de vue de Trotsky, elle allait malgré tout dans le bon sens avec des méthodes erronées, des « faux frais » et le bureaucratisme vertical refusant toute initiative d'en bas (les « jeunes staliniens » Sten et Lominadzé furent purgés pour leur zèle en ce sens !). Il est aujourd'hui nécessaire de comprendre que cette expropriation, non pas du capital, mais des travailleurs, n'avait strictement rien de collectiviste. En privant la population de toute propriété, elle instaurait la propriété privée du capital s'accumulant et de l'Etat, fusionnés.

Le rapport foncier et la propriété d'Etat.

Parallèlement à cette prise de conscience de la place réelle des grandes « *collectivisations* » dans l'histoire du XX^e siècle, la lecture de Marx à propos de la propriété foncière, de la terre et de la rente foncière, nous apprend d'ailleurs bien des choses, au point que cette étude était risquée dans l'URSS de Staline ou la Chine de Mao. Les *Manuscrits sur la plus-value* de 1862-1863 consacrés à la rente foncière, et les chapitres du livre III du *Capital* écrits en 1865-1866, sont parmi les travaux de Marx les moins connus et les moins compris. On y découvre que l'expropriation des travailleurs de toute propriété, collective ou individuelle, du sol, ou rapport foncier, est une précondition du salariat et donc du capitalisme, forme d'exploitation spécifiquement unique ; que Marx considère la propriété d'Etat comme la forme la plus poussée de la propriété privée et non pas comme son abolition.

« *Le propriétaire foncier privé n'est pas un agent de production nécessaire pour la production capitaliste, bien que pour celle-ci il soit nécessaire que la propriété foncière appartienne à quelqu'un -à condition que ce ne soit pas au travailleur- donc à l'Etat par exemple.* » (*Théories sur la plus-value*, chapitre IX).

En Chine tout particulièrement, d'ailleurs, le développement industriel, capitaliste, financier et impérialiste du pays est allé de pair depuis Deng avec le maintien acharné de la propriété éminente de l'Etat, des provinces et des communes, sur le sol et les bâtiments, ce qui, loin de gêner la spéculation foncière et immobilière la plus effrénée, en a bien plutôt été la condition de possibilité, y compris aujourd'hui pour une spéculation financière débridée gagée sur les biens fonciers et immobiliers : Evergrande est le produit de l'Etat chinois. L'expulsion des paysans et des résidents est facilitée, au bénéfice des capitalistes et spéculateurs qui sont en même temps les chefs du parti. Et un très grand nombre de conflits sociaux et, de plus en plus, environnementaux, portent sur le contrôle des terrains et leur utilisation.

Légitimité d'Octobre.

A ce stade de mon exposé et avant de spécifier en quoi consiste cette formation sociale, il est

indispensable de préciser que la « découverte » de son caractère en dernière analyse capitaliste, que justifiait et masquait l'idéologie du triptyque stalinien, collectivisation/industrialisation/planification, doit exclure tout déterminisme ou fatalisme historique.

Cette formation sociale n'est pas le produit de la révolution de 1917, ou si elle l'est, c'est en tant que sa négation.

Il est certes bien évident que le tout premier régime soviétique, pourtant extraordinairement progressiste à l'échelle de l'histoire, cela dans tous les domaines, mœurs et rapports de genre compris, requiert la critique, et que son caractère tant démocratique que soviétique s'est rapidement dégradé, ce qu'expliquent guerre, pauvreté et isolement, mais aussi certaines orientations et méthodes des bolcheviks (socialistes-révolutionnaires de gauche et anarchistes y ont aussi contribué pour leur part).

Mais ce premier régime n'a rien à voir avec la formation sociale stalinienne lancée en 1929, que ce soit dans sa toute première forme (la plus prolétarienne et démocratique), que dans sa forme « capitaliste d'Etat » comme disait Lénine après le traité de Brest-Litovsk (sa première grande défaite), puis dans sa forme dite du « communisme de guerre » reposant sur l'armée, la Tchéka et les réquisitions, puis dans sa forme de la NEP. A travers ces métamorphoses successives, chacune marquant finalement un recul de l'activité des larges masses et une progression de la bureaucratie, nous avons les convulsions d'un pouvoir au départ réellement révolutionnaire, littéralement piégé dans son encerclement.

La révolution d'Octobre est légitime : la formation sociale stalinienne, quels que soient les éléments qu'elle a recyclés des convulsions du régime né d'Octobre et déformé par la guerre civile (les premiers camps, le parti unique et la police politique, ce qui n'est pas rien mais qui n'avait pas la même portée définitive), ne provient pas de la révolution d'Octobre, mais constitue la restauration de l'ordre qu'Octobre avait renversé. Octobre, réaction humaine et révolutionnaire légitime contre la guerre, le capitalisme et le tsarisme, par lui-même n'a pas engendré la tyrannie et la bureaucratie.

La spécificité de la formation sociale stalinienne à partir de 1929, son dynamisme propre et sa violence s'expliquent justement par le fait de l'instauration de rapports d'accumulation capitaliste et d'expropriation des paysans et des ouvriers, dans une société où capital et propriété foncière avait été détruits en Octobre 17. L'impact planétaire de la contre-révolution stalinienne, facteur global des défaites prolétariennes et de l'arrivée au pouvoir d'Hitler, Jiang Jieshi ou Franco, puis pilier de l'ordre mondial bipolaire jusqu'en 1989-91, s'explique justement par le fait que cette formation sociale, forme violente et rapide d'accumulation capitaliste, a passé pour être la « construction du socialisme » et le passage obligé de toute révolution. Ce fut un véritable cauchemar passant pour le communisme, d'où son efficacité contre-révolutionnaire, bouchant l'horizon du XX^e siècle, et dont les miasmes contaminent le XXI^e.

Donc, quand nous parlons de formation sociale stalinienne, forme spécifique de capitalisme, nous ne parlons pas d'Octobre ni même des figures de plus en plus bureaucratiques du bolchevisme d'avant le stalinisme. La défaite finale d'Octobre a été infligée au nom d'Octobre, d'où son efficacité. Mais le bolchevisme des débuts de l'Internationale communiste n'est pas assimilable, malgré ses difficultés et ses dérives, au bureaucratisme stalinien. C'est jusque fin 1923, pour la dernière fois lors de la tentative de provoquer un Octobre allemand, qu'il joue un rôle révolutionnaire global. L'analyse de ce que fut l'URSS ne vise donc pas à occulter cette origine, mais à montrer en quoi le stalinisme et ses suites furent, de bout en bout et malgré leur plus longue durée, l'antithèse de cette origine.

Vessies et lanternes.

Elle est en outre nécessaire pour ne pas prendre des vessies pour des lanternes et des tyrannies anti-ouvrières pour des « Etats ouvriers ». La classe ouvrière et la paysannerie sont les forces motrices d'Octobre. La bureaucratie leur ayant échappé et entreprenant de reproduire et élargir ses priviléges est la force motrice du processus d'accumulation capitaliste déterminant les formations sociales staliniennes à partir de 1929. Ce ne sont pas les mêmes forces sociales. L'armée « rouge », en fait tendanciellement

impérialiste, formate des Etats du même type à l'issue de la seconde guerre mondiale. Des appareils bureaucratico-militaires à la tête d'insurrections nationales, façonnés par les conditions historiques créées par le stalinisme et par la défaite de la révolution prolétarienne chinoise en 1927, forment à leur tour des Etats de ce type de Belgrade à Hanoi en passant par Beijing. Un courant national-démocratique dirigeant une insurrection populaire à Cuba s'est, enfin, formaté dans le cadre contre-révolutionnaire mondial du stalinisme, malgré bien des contradictions. Le prolétariat bien entendu est présent et lutte dans tous ces processus sociaux, mais il n'est pas la force motrice de formation de ces Etats, qui se fait contre lui. A Cuba, le formatage stalinien se produit après la révolution et ne correspond pas à l'expropriation des compagnies nord-américaines.

L'intégralité des processus de formation des Etats « ouvriers », staliens ou apparentés, se fait contre le prolétariat et non pas par lui, à la différence d'Octobre 17 dont tous ces processus sont les négations, les réponses historiques aboutissant à en inverser la portée et l'impact. Par contre, le prolétariat, comme déjà lors de la Commune de Paris, est à l'origine de formations sociales que personne n'a appelé des « Etats ouvriers » alors que le pouvoir d'Etat, la force, y sont ceux du prolétariat : en Finlande social-démocrate entre Octobre et Brest-Litovsk, ou dans l'Aragon anarchosyndicaliste et les Asturies socialistes en 1936-1937.

D'une façon générale, l'analyse concrète de ce que furent l'URSS et les prétendus « Etats ouvriers » est indispensable pour ne pas confondre le pouvoir prolétarien et démocratique avec des appareils d'Etat militarisés n'ayant rien de prolétarien. Cette confusion, issue de la pression stalinienne ayant dominé le XX^e siècle et de ce que l'on appelle le « campisme », est toujours présente. Combien de camarades se sont imaginés que le général Chavez « construisait le socialisme » ? Un exemple frappant de la force de ce schéma mental nous est offert par le spectacle de ces anarchistes qui, tout en gardant toujours le mot « Cronstadt » à la bouche envers le bolchevisme et le trotskysme, ont fantasmé leur propre « Etat ouvrier » ou leur propre « Commune » dans le Rojava, c'est-à-dire dans un morceau de l'appareil d'Etat baathiste concédé à l'appareil militaro-bureaucratique du PKK, chambres de tortures comprises !

Dans ce cadre, Octobre reste décisif, car l'Etat prolétarien dessiné en Russie fin 1917 et dans les années qui ont suivi reste la tentative la plus forte et la plus prolongée d'exercice du pouvoir par la majorité prolétarienne, puis par sa représentation politique bolchevique et l'appareil bureaucratique qui s'en est dégagé. L'étude de cette tentative et de ses limites et contradictions immédiates reste fondamentale. Mais il faut bien comprendre que son importance politique tient à sa place internationale, Octobre n'ayant pas eu lieu pour « construire le socialisme » ou un quelconque « Etat ouvrier » en Russie, mais pour déclencher une série de révoltes prolétariennes en Europe et dans le monde. Bien entendu, refaire Octobre tel quel, en reproduisant le schéma plus ou moins mythique d'une insurrection prenant d'assaut les bâtiments du pouvoir, pourrait bien être un scénario qui n'arrivera jamais, c'est-à-dire qu'il arrivera sous d'autres formes et qu'on s'apercevra après coup qu'on aura fait un « Octobre », mais en mieux. Mais tant que nous n'avons pas fait mieux, l'étude et la défense d'Octobre restent centrales. Et la défense d'Octobre, c'est la compréhension de ce que fut sa négation stalinienne.

Trotskysme.

C'est aussi pour cela que le cadre dans lequel se fait cette défense et la poursuite du combat est, fondamentalement, le cadre « trotskyste », malgré les erreurs et limites de l'analyse de l'URSS par Trotsky, qui tiennent précisément à ce que l'homme de l'insurrection d'Octobre même, ce fut lui, qu'il s'identifia ensuite à la défense armée et construction de cet Etat, jusque dans ses dérives initiales (que l'on pense à ses positions aberrantes sur le travail militarisé comme abolition du salariat en 1920 !), mais que, à la suite du dernier combat de Lénine, il a porté et représenté la résistance de ce qu'avait été cet Etat, contre le stalinisme, tout en s'efforçant toujours de situer son combat du point de vue international, avec la perspective d'une Internationale. Pour tout cela, Trotsky et le « trotskysme » générique, c'est

Octobre et c'est au nom d'Octobre le refus de que furent l'URSS et le stalinisme.

D'autres oppositions ont leur part de vérité, des décistes aux bordiguistes, mais aucune n'a cette centralité historique qui fait de la légitimité historique, générique, du « trotskysme », le prolongement nécessaire de la légitimité d'Octobre, contre sa négation et les tyrannies qui osèrent s'en réclamer.

Thermidor.

Ce que l'histoire concrète de la Russie rouge puis de l'URSS de 1917 à 1929 montre bien, c'est que la nature de classe d'un Etat est une question incompréhensible si elle n'est pas reliée à deux autres : le degré de démocratie et sa place internationale. De ce point de vue, « Thermidor » se produit fin 1923-début 1924, après l'échec de la dernière tentative d'aide à la révolution prolétarienne en Europe, par l'Octobre allemand, lui-même produit de la politique de front unique ouvrier. Il se produit dans cette combinaison entre la défaite bureaucratique de l'Opposition de gauche, la mort de Lénine, la promotion « appel de Lénine », la « bolchevisation » de l'Internationale communiste, et l'adoption de la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Cette combinaison se résume en deux éléments : la destruction, par la répression de l'Opposition au nom de l'interdiction des fractions, des derniers éléments de démocratie prolétarienne, qui subsistaient dans le parti, et la rupture ouverte avec la perspective de la révolution prolétarienne mondiale au profit de l'utopie du « socialisme dans un seul pays », conduisant à faire jouer un rôle contre-révolutionnaire aux PC du monde. La démocratie et l'internationalisme sont les critères clef. Bien entendu, des alertes et des mauvais signes s'étaient produits bien avant, depuis 1918 en fait, mais là il y a un changement qualitatif : la bureaucratie au pouvoir, couche sociale difficilement évitable mais susceptible d'être sous contrôle, échappe alors à tout contrôle démocratique et prolétarien et elle s'émancipe ouvertement de la perspective de la révolution mondiale, donc de toute perspective révolutionnaire.

La politique ignore le vide et un appareil d'Etat désincarné, échappant à la classe sociale qui l'a instauré, ne reste pas suspendu en l'air. En dernière analyse, si la politique de la bureaucratie stalinienne devient contre-révolutionnaire à partir de 1924, cela veut dire qu'elle sert les intérêts d'une classe, qui ne peut être que le capital, considéré dans sa réalité internationale, comme rapport social dominant.

Naissance d'une formation sociale.

Apparemment, la bureaucratie stalinienne écartera, à la fin des années 1920, la reconstitution d'une classe capitaliste russe, par la destruction des « koulaks » et de la petite production marchande (qui réapparaîtra sans arrêt, forcément). Mais en réalité, ce qui démarre en 1929 est un processus d'accumulation de capital. Du capital fixe surtout, c'est-à-dire du matériel, des usines, du béton, des infrastructures, produit par la surexploitation des ouvriers et des paysans, par une généralisation rapide du salariat, les producteurs ne pouvant vivre qu'en vendant leur force de travail, marquée par la tendance au travail forcé et sa pression. La plus-value produite, sur la base d'un taux d'exploitation du travail élevé, est investie dans l'accumulation industrielle et militaire, et sert aux priviléges de la bureaucratie, administratrice et gestionnaire de cette accumulation, vivant en parasite sur elle – en ce sens, la description de la bureaucratie comme caste parasitaire par Trotsky garde toute sa pertinence et ses qualités descriptives, sauf que ce qu'elle parasite tout en le gérant n'est pas la propriété sociale prolétarienne, mais l'accumulation du capital.

Les kolkhozes.

Je ne développerai pas plus ici même l'étude concrète des années décisives de naissance de cette formation sociale, 1929-1933, de la défaite de la « droite » boukharinienne et de l'exil de Trotsky, au

Holodomor et à Hitler, si ce n'est pour insister sur le fait que la réalité du processus n'a rien à voir avec la « planification », qui restera, dans l'ensemble, une combinaison d'ordres, de contre-ordres, de constats et de falsifications. Au départ, les kolkhozes ne sont absolument pas des cellules de base d'un communisme imaginaire, mais les cadres de l'extraction de la plus-value de paysans transformés en ouvriers agricoles surexploités. Moshe Lewin a trouvé la citation où Staline, mi-1928, vend la mèche (je reprends cette citation de mon travail de 2020 sur l'URSS, non diffusé à ce jour) :

« *Il est nécessaire aujourd'hui de se procurer les céréales nécessaires à l'industrialisation, surtout parce que le solde agricole s'est considérablement restreint par rapport à la période antérieure à la première guerre mondiale. (...) Les causes de cette baisse proviennent (...) des transformations de la structure agraire accomplies entre 1917 et 1920. (...) La seule issue réelle aux difficultés céréalières actuelles est le passage d'une agriculture de petites exploitations paysannes individuelles aux grandes exploitations collectives socialisées. Car, dans les quelques entreprises collectives qui existaient en 1926-1927, le taux de commercialisation de la production céréalière avait déjà atteint presque 40%.* »

Ce qui est la cible de Staline, ce ne sont pas « les koulaks », ce mythe, mais les conquêtes paysannes d'Octobre. Il écarte sans phrases l'alliance technologique entre industrie et agriculture dans le cadre d'un Etat représentant la classe ouvrière, qui était la perspective de Lénine et le cadre de pensée de Trotsky, de Zinoviev ou de Boukharine. Son problème à lui est d'imposer aux paysans une structure qui remplace la grande propriété d'autan, en retrouvant son efficacité commerciale. Et là il découvre les kolkhozes et les sovkhozes, très minoritaires mais dont la production est la plus commercialisée. Il s'en était contrefoutu jusque-là, il va en faire la nouvelle forme, non d'exploitation collective, mais de grande propriété ou devra trimer une paysannerie sans propriété propre, qu'elle soit individuelle ou collective.

Les kolkhozes, institution emblématique de ce qui a passé pour « le communisme » au XX^e siècle, ont été maintenus par les nazis en 1941 dans toute l'Ukraine. Il leur suffisait de mettre un commandant allemand à la tête de chaque kolkhoze, et ils avaient là la structure coloniale idéale pour tenir la population, en affamer une grande partie pour qu'elle meure, et jeter les bases de l'espace vital impérialiste, reposant sur la restauration de la grande propriété pour les colons.

Voici un fait important : si la guerre d'Hitler fut « restaurationniste du capital » en URSS, elle s'est saisie pour son propre compte de l'institution passant pour la plus « communiste » !

Planification ?

En 1929, l'ordre réel des transformations sociales n'est pas 1. Planification, 2. Industrialisation, 3. Collectivisation. C'est l'inverse : des bandes armées se jettent sur les paysans et « collectivisent », la jeunesse rurale fuit vers les villes et les chantiers formant une main-d'œuvre surexploitée, mais fluide et fuyante, dans une industrie qui se met à gonfler hors de tout contrôle, et la « planification » est le sceau apposé après coup sur cette frénésie et ses *stops and go* incessants.

L'économie réelle est chaotique et comporte des poches d'accumulation privée à tous les étages, depuis les malheureux « lopins kolkhoziens » indispensables pour nourrir un peu la population, jusqu'aux grands réseaux mafieux issus des *nepmen* et rapidement reproduits dans le cadre de la bureaucratie à partir de 1929, chaque unité de production ayant ses bureaucrates qui cherchent à mettre de côté, en passant par les trusts gérant le commerce extérieur, sans oublier les poches quasi personnelles jusque dans le Goulag de Russie du Nord où règne le « baron du Goulag », le chef de la pègre déporté dans les années 20, Naftali Frenkel.

La bureaucratie de l'Etat-parti dirige la répartition de la plus-value, et je parle bien de plus-value et pas de tribut ou de simple surproduit social : nous sommes dans une formation sociale capitaliste, où règne la « loi de la valeur ». Contrairement à ce que les représentations traditionnelles ont pu laisser croire, cette

plus-value est largement réalisée par la vente sur le marché – l'inflation rattrape et dépasse continuellement les salaires. Ainsi réalisée par la vente, ou directement par les transferts centralisés – ou non : le troc entre entreprises prend vite une place notoire – elle est directement répartie vers les secteurs productifs de capital fixe avant tout (infrastructure, industrie lourde, complexe militaro-industriel), ce qui opère, de manière plus heurtée, l'équivalent du jeu de la formation d'un taux général de profit dans le capitalisme « normal », et elle alimente les priviléges parasitaires de la bureaucratie.

Ce n'était pas un « capitalisme d'Etat ».

C'est ici pour moi l'occasion de récuser la formule « capitalisme d'Etat ». Si l'on entend par là que l'Etat et son appareil sont le moteur de l'accumulation du capital, alors ce trait n'est pas propre à l'URSS mais marque en réalité toute l'histoire du capitalisme. Mais si l'on entend par là que le capital est centralisé de manière unique, ou unifiée, comme capital d'Etat, c'est une illusion. Comme le remarquait Trotsky en 1936 dans *La révolution trahie*, sans en voir toute la portée, « *l'accumulation privée s'infiltre par tous les pores de l'économie planifiée* ». C'est en fait plus que cela : l'accumulation extensive et massive de capital fixe appuyée sur un taux d'exploitation élevé d'une main-d'œuvre massive, tend nécessairement à se transformer en accumulation intensive reposant sur la hausse de la productivité du travail conduisant à la production de plus-value relative, que devrait permettre le capital fixe accumulé, et ce faisant le capital tend à prendre sa forme naturelle, présente dès 1929 de manière chaotique, des multiples capitaux et de la concurrence.

D'ailleurs, quand Lénine avait prétendu, entre Brest-Litovsk et la guerre civile (mars-juin 1918), faire du « capitalisme d'Etat », il entendait par là un Etat avec de vrais capitalistes, russes, allemands ou américains, apportant leurs capitaux aux entreprises d'Etat et recevant leurs dividendes. Il n'avait pas imaginé un capitaliste unique qui s'appellerait l'Etat, chose qui, même en URSS, n'a jamais existé.

Une étude précise de la prétendue planification, l'un des plus grands mythes « soviétiques », en tant que fétiche, reste à faire. Dès le second plan quinquennal, le problème du passage à une accumulation intensive reposant sur le progrès technique, et l'impossibilité d'extraire la plus-value simplement à coup de triques et de discours, se fait sentir. Les destructions de la seconde guerre mondiale puis la reconstruction rallongeront les délais, mais la suite naturelle de l'accumulation, à savoir le passage au capitalisme « normal », reposant ouvertement sur la concurrence de multiples capitaux et intégré au marché financier mondial (et pas seulement au commerce mondial), constitue la perspective obligée, ouverte ou rampante, de toute l'histoire des soi-disant « économies planifiées » passé le grand chambardement du premier plan.

La transition finale.

La transition de l'URSS vers un capitalisme concurrentiel intégré à la sphère financière mondiale s'est faite relativement tardivement au regard de la tendance à passer au capitalisme « normal », sensible dès le deuxième plan quinquennal. Mais l'évolution structurelle de l'économie et de la société soviétiques avaient grandement préparé cette dernière transformation, de longue date.

Dans mes travaux de 2020, sur les réformes menées durant la période Brejnev et sur la course aux armements URSS/Etats-Unis, plusieurs faits importants sont apparus. Progressivement, chaque entreprise soviétique est devenue, de plus en plus, un pôle d'accumulation propre ; depuis plusieurs années, elles étaient mures pour sortir du cadre étatique officiel, et même le système du crédit bancaire avait amorcé sa reconstitution.

Mais cela ne veut absolument pas dire que cette sortie allait être une progression de l'économie, bien au

contraire. L'intégration pleine au marché mondial et surtout au système financier et boursier mondial, si elle a favorisé quelques centaines d'oligarques avec leurs clientèles, n'a absolument pas vu prendre forme un système capitaliste concurrentiel de production diversifié en plusieurs branches, comme il en existe dans les « vieux » pays capitalistes.

Par contre, un secteur a été le pilier de cette intégration, qui date des mesures prises sous Brejnev dans les années 1960 : le secteur pétrolier et surtout gazier de Sibérie occidentale, permettant une intégration de la Russie au marché mondial en tant que fournisseur de matières premières. L'autre élément de cette intégration réside dans les exportations d'armes, et lui aussi est bien antérieur à la *pérestroïka*. Autrement dit, le capitalisme russe contemporain, sous Poutine, repose sur des fondations brejnériennes d'origine étatique, et sur les secteurs déjà formés avant 1985, consistant en de grosses structures, puissances non seulement économiques, mais clientélaire, étatiques, voire idéologiques (l'idéologie de l'Etat fort), que sont bien entendu Gazprom, puis Rozneft et Lukoï, héritier direct, sans discontinuité notoire, des agences énergétiques d'Etat constituées en 1964-1966.

Sur ce modèle, le régime du Kazakhstan créé de toute pièce, à partir du secteur public minier, l'entreprise Kazatomprom en 1997, qui a établi depuis des participations croisées avec des firmes japonaises, et a racheté des parts de l'entreprise américaine Westinghouse, et est aujourd'hui le premier acteur mondial dans la formation des prix de l'uranium.

Les oligarques ne sont pas des capitalistes prenant la place des bureaucrates, ce sont des bureaucrates qui réussissent. Et bien des mœurs et habitus bureaucratiques se rencontrent et convergent, et s'épanouissent de concert, avec les formes prise par le capitalisme moderne : rente, finance, mafia, dépenses ostentatoires, etc.

Impérialisme et exportation des capitaux.

L'apparition d'entreprises géantes, véhiculant avec elles, sans changements fondamentaux d'organisation, des morceaux de l'ancien appareil d'Etat « soviétique », et donc la visibilité d'une tendance impérialiste à l'exportation des capitaux russes, est postérieure à la mutation en un capitalisme « normal » de type concurrentiel, mais elle avait en réalité commencé avant : les exportations d'armes dans le cadre de la guerre froide et les « aides soviétiques » à des pays comme l'Inde, l'Egypte, la Syrie ... en avait, là encore sous Brejnev, été une première forme. Les eurodollars, forme clef de la spéculation financière à partir du tournant des années 1970, ont été une « innovation » soviétique sur les marchés, datant du début des années 1950. Enfin, l'exportation des capitaux sous la forme des mafias est elle aussi une composante importante : en 1987, la mafia russe, directement reliée aux plus hautes sphères du PCUS, débarque sur la côte Est des Etats-Unis, impose un « accord de Yalta » à la mafia italienne et, dans ce cadre, se fait le bailleur de fond du roi de l'immobilier véreux de New-York, un certain Donald Trump.

Continuité.

Avec du recul, les éléments de continuité sont de plus en plus frappants dans l'histoire de l'URSS. Très clairement, les bases économiques, sociales, militaires, policières et mafieuses du poutinisme sont brejnériennes, et les bases idéologiques pas si éloignées, le poutinisme dans son « stalino-tsarisme » étant une sorte d'épanouissement, si l'on peut dire, des potentialités du brejnérisme (et du stalinisme). Ce qui contredit cette impression est la tourmente de 1987-1991 dite « la fin du communisme ». Mais la fin du Pacte de Varsovie et de la coupure de l'Europe, de l'Allemagne et de Berlin en deux, et l'accession à l'indépendance nationale, plus ou moins réelle selon les cas, des républiques de l'ex-URSS, sont le résultat des mouvements démocratiques, nationaux et ouvriers, pas d'une pénétration du capitalisme qui aurait soudain tout détruit.

Cette poussée démocratique a été concomitante de la crise d'hégémonie du PCUS et de ses satellites au

moment de l'achèvement de la transition vers le capitalisme ouvertement concurrentiel, et cette combinaison a vu disparaître le parti-Etat gestionnaire n°1 de l'économie. Les oligarques russes et Poutine le premier sont très conscients de ce que leurs intérêts d'affaire auraient mieux profité du maintien de la chose appelée « URSS » et sans doute même, au vu de la réussite chinoise, du maintien du PCUS. Le capitalisme, lui, était déjà là et achevait sa mise en forme, sans que cela ne soit en rien un progrès pour l'économie et la société, au contraire.

Chine.

Le parcours chinois est à la fois semblable et différent. La principale différence est la continuité du pouvoir du PCC, devenu en fait le Parti Capitaliste Chinois et ayant réussi ce que le PCUS avait à peine tenté : structurer la classe capitaliste comme telle, une classe certes bureaucratique, mais aussi composée de centres autonomes d'accumulation, concurrentielle. Cette « réussite » tient à plusieurs facteurs historiques que je ne développerai pas ici.

Mais elle a engendré une forme de commandement social redoutable, sans aucun doute un pilier mondial du capital et de l'étatisme ensemble, de la réaction et de l'oppression, que rejettent les plus larges masses en Asie, très au-delà de la Chine, d'autant plus que son expansion impérialiste (« Nouvelles routes de la soie », saisie de pays comme le Sri Lanka par l'endettement, etc.), est flamboyante.

L'une des conséquences les plus frappantes de cette évolution est le retourlement des peuples de Hong-Kong et de Taiwan par rapport à l'aspiration à l'unité nationale chinoise : il n'y a jamais eu de « démocratie nouvelle », comme disait Mao, en Chine, et les questions démocratiques les plus élémentaires se posent à tout progrès supplémentaire de construction de la nation chinoise, déjà coloniale au Tibet ou au Xinjiang, et n'attirant plus à elle les chinois ou ex-chinois de Taiwan.

Leçons indochinoises.

La grille d'analyse ici dégagée pour l'URSS – accumulation capitaliste lancée par l'Etat-parti et conduisant à moyen terme au capitalisme concurrentiel « normal », sous la direction du parti-Etat comme en Chine, ou non, donne un cadre qu'il faut bien entendu affiner et vérifier dans chaque cas.

Je dirai un mot du cas indochinois car il apporte une confirmation de plus à cette conception. En effet, c'est en Indochine en 1975 et les années suivantes que se produisent les derniers « bonds en avant » et autres « collectivisations » (si on laisse de côté cette forme sénile que fut la « systématisation » roumaine)

L'un d'eux est le plus violent de tous, c'est le génocide du peuple Khmer par les « Khmers rouges », Khmers aussi mais qui voulaient en faire un « peuple nouveau ». L'autre est la mise au pas du Sud Vietnam, et, partant, du Nord aussi, avec les manipulations xénophobes antichinoises dont l'imagerie évoque l'antisémitisme européen, en 1977 surtout. La troisième est l'élimination du commerce privé et les violences contre les tribus montagnardes au Laos en 1977-78.

Il est important de distinguer ces opérations où les Etats attaquent, littéralement, leurs peuples, de ce qui les a précédées : la victoire vietnamienne, cambodgienne et laotienne contre l'impérialisme colonial français puis contre l'impérialisme nord-américain, et l'unification nationale du Vietnam. Justement, les offensives « communistes » qui suivent, notamment le génocide des Khmers, viennent stopper la dynamique émancipatrice de ces victoires.

Le cataclysme cambodgien prend fin avec l'occupation vietnamienne en 1978. Une société dévastée, et dépeuplée, retourne alors simplement au marché capitaliste, sous l'égide du Vietnam qui l'a utilisée comme monnaie d'échange, puis, de plus en plus, sous celles des capitaux chinois.

Au Laos, la bourgeoisie est proclamée « détruite » fin 1979, moyennant quoi le commerce libre revient, et l'économie sous domination néocoloniale thaïlandaise et vietnamienne se reconstitue : la

« collectivisation » ayant détruit les formes ... collectives, anciennes, qui pouvaient lui faire obstacle. Au Vietnam enfin, nous avons une reprise en accéléré du processus chinois : la collectivisation de 1977 a permis à l'appareil bureaucratique de pénétrer le moindre hameau, et douze ans plus tard le capitalisme vietnamien est lancé.

De manière pour ainsi dire récapitulative, l'Indochine nous a donné le scénario dans lequel la collectivisation ouvre partout la voie au capitalisme.

Ce qu'il en est.

En résumé, je pense que le déroulement historique fut le suivant.

Une authentique révolution prolétarienne, la plus importante à ce jour, celle d'Octobre 17, isolée et contenue, attaquée et affamée, perd le contrôle de son Etat. Sa bureaucratie devient, au sens mondial et historique, faisant fonction du capital (indépendamment de la conscience de ses membres qui ont pu, assez longtemps, se penser « communiste » et jouer ainsi d'autant mieux leur rôle véritable). Très logiquement au fond, ne voulant ni de la révolution prolétarienne, ni du retour des bourgeois émigrés, elle lance, sous le nom et dans la croyance de la construction du socialisme, une accumulation capitaliste effrénée. Prend alors forme une modalité spécifique du capitalisme. Ce n'est pas le capitalisme « normal », je l'ai dit plusieurs fois, mais c'est bien le capitalisme. Les relations de travail propres au capitalisme sont ainsi instaurées, le salariat généralisé à un niveau supérieur à celui des pays capitalistes développés. La trajectoire sociale de cette formation sociale conduit au capitalisme « normal » c'est-à-dire concurrentiel et intégré aux marchés financiers internationaux, et à l'émergence de deux nouvelles puissances impérialistes, la Chine et la Russie.

Vous remarquerez que je n'ai pas là donné un nom, une étiquette, à cette formation sociale – Etat bureaucratique faisant fonction de l'accumulation du capital, si vous voulez vraiment. Il ne s'agit pas, comme l'on pensé certains « ultra-gauches » comme Görter et Pannekoek, d'un pseudonyme de la modernisation capitaliste dite « accumulation primitive », dans certains pays arriérés, donc d'une révolution bourgeoise déguisée, car le mode de production capitaliste est mondial et domine partout ; il s'agit bien d'une impasse et d'une antithèse à l'ouverture de la révolution prolétarienne mondiale que fut Octobre 17, qui a donné son nouveau bail au capitalisme et nous place aujourd'hui dans la situation de catastrophe planétaire que l'on sait, menaçant l'existence humaine.

La relative force expansive de cette formation sociale, qui est loin de se limiter à l'URSS et qui a permis à la Chine de devenir la puissance capitaliste et impérialiste qu'elle est à présent, correspond à ce que fut sa fonction sociale historique globale, retardatrice de la révolution.

Outre la formule de « capitalisme d'Etat » dont j'ai expliqué au passage pourquoi elle ne correspond pas à ce qu'il en est, l'on peut donc aussi écarter la formule de « collectivisme bureaucratique » qui croyait désigner un nouveau mode de production historiquement viable. Nous ne sommes à aucun moment, sauf dans les vrais moments révolutionnaires et communards signalés ci-dessus, sortis du capitalisme, dont le renversement comme rapport social mondial est une affaire politique et mondiale.

Parallèles.

A ma connaissance la conception que je présente ici se recoupe partiellement avec celle de trois autres auteurs.

Istvan Mezsaros, continuateur indépendant de Georg Lukacs, en exil après 1956, mort en 2017, avait établi que les rapports capitalistes fondamentaux, aliéné, salarial, hiérarchique, étaient ceux des « pays socialistes », et que le capital peut exister d'une certaine façon sans capitalistes, comme « *système socio-économique métabolique de contrôle* », ce dont la bureaucratie est l'expression. Les pays non capitalistes se situent donc eux aussi sous la domination du capital – il est à mon avis plus simple de les

tenir pour une forme particulière de capitalisme. (I. Meszaros, *Beyond Capital*, New York University Press, 1995).

Andres Romero, trotskyste argentin d'origine moréniste, a vu publier en 1993 son livre, *Despues el Estalinismo* (Antidoto, Buenos Aires), dans lequel se trouve la formule d'*analogon de capitalisme* pour désigner l'URSS et, en général, les *Etats bureaucratiques*. Mais ils ne sont pas tenus pour capitalistes pour autant, puisque leur histoire se termine par une « *restauration du capitalisme* » qui n'est, à mon avis, que l'achèvement du processus d'intégration au marché mondial concurrentiel.

Zbigniew Kowalewski, trotskyste polonais, dans *Ouvriers, bureaucrates, capital* (Inprecor de juin 2021), dont j'ai fait une critique détaillée sur le site Aplutsoc, combine la saisie de ce que les forces productives telles que le stalinisme les développe à partir de 1929 sont typiquement capitalistes (la grande industrie) et correspondent à la formation sociale capitaliste, avec le maintien de l'affirmation du caractère non capitaliste de l'URSS et, sans doute, des Etats apparentés, ce qui le conduit à des élaborations d'une haute complexité d'où il ressort en fin de compte que si ce n'est malgré tout pas capitaliste, c'est parce qu'il y a la bureaucratie ...

Par rapport à l'ensemble de ces élaborations, le rasoir d'Occam a quelque intérêt : il est finalement beaucoup plus simple et efficace d'accepter le caractère capitaliste des formations sociales nées de l'échec, puis de la contention, de révolutions anticapitalistes.

Sur l'expression « Etats ouvriers ».

Les mots ont un sens et suggèrent des conceptions, portant des contenus implicites. Il me faut dire un mot pour finir de cette expression elle-même, « Etat ouvrier ».

Elle est tout à fait rarissime chez Marx qui n'aime pas revendiquer d'Etat (« *l'existence de l'Etat et l'existence de l'esclavage sont inséparables* », réponse à Ruge, 1844), la principale occurrence se trouvant dans les *Luttes de classes en France*, dans une formule appelant les clubs parisiens de 48 « *un Etat ouvrier contre l'Etat bourgeois* » et aussi des « *Assemblées constituantes du prolétariat* », une autre, beaucoup plus tardive, se trouve dans ses notes sur *Etatisme et anarchie* de Bakounine (1874), il réagit contre l'accusation selon laquelle il voudrait, lui, gouverner un « Etat ouvrier » qui devra en fait se réduire à des « *fonctions de gestion* ». Et c'est tout.

Marx n'envisage pas une stabilisation du pouvoir prolétarien sous forme d'un appareil d'Etat, c'est-à-dire d'une bureaucratie – et le rapport social bureaucratique est le premier qu'il a théorisé et critiqué, dans le manuscrit sur Hegel de 1843 –, et il parle donc de « *pouvoir des producteurs associés* » (souvent), de la « *réalisation de la démocratie* » (dans le *Manifeste*), de la « *dictature révolutionnaire du prolétariat* » (dans la *Critique du programme de Gotha*). De même Engels, dans l'*Anti-Dühring*, dès qu'il aborde la prise du pouvoir par le prolétariat, explique directement que l'Etat alors n'est plus vraiment un Etat et va disparaître en tant qu'Etat.

Ce qui, par contre, dans le langage du socialisme et du mouvement ouvrier du XIX^e siècle, s'apparente à la notion d' « Etat ouvrier » entendue comme un Etat qui dure et qui gouverne, et qui, sans aucun doute, a progressivement pris la même signification, c'est l' Etat populaire ou l'Etat du peuple des lassaliens aussi bien que d'un militant comme Wilhelm Liebknecht, formule sans cesse brocardée et rejetée par Marx et Engels mais profondément implantée dans la culture social-démocrate allemande, dont le journal, avant de s'appeler le *Vörwartz* (En Avant), s'est appelé le *Volksstaat* (l'Etat du peuple).

Ni les *Chemins du pouvoir* de Karl Kautsky (1908), ni *l'Etat et la Révolution* de Lénine écrit la veille d'Octobre 17, ne contiennent la formule « Etat ouvrier ».

Celle-ci est de plus en plus employée, en même temps que « République soviétique » et, déjà, « patrie du socialisme », en 1918 après Brest-Litovsk. Elle passe dans le langage politique des courants communistes suite à la formation de l'URSS. Elle en est donc une conséquence. Ca auparavant, l'on n'avait point pensé que puisse exister un « Etat ouvrier » installé dans la durée au sein du monde capitaliste, et encore moins

plusieurs.

Le record sera battu par Michel Pablo en 1951 : pendant des « *siècles de transition* », nous allions nous payer des « Etats ouvriers » avec sans doute des partis uniques, des camps de concentration, des procès truqués, etc. Quelle perspective engageante !

En fait, cette représentation a fait écran à l'analyse du réel et constitue, dans une certaine mesure, un déni de celui-ci. Une chaîne de révolutions prolétariennes réalisant la démocratie pour sauver l'humanité et son monde n'instituera pas des cordons d'« Etats ouvriers », mais engagera une dynamique libératrice mondiale.

Conclusion.

Comprendre le passé est nécessaire pour aller vers l'avenir, surtout quand ce passé est encore là, et c'est le cas. Les impérialismes russe et chinois sont des composantes clefs du monde capitaliste présent. Se libérer de la croyance dans ce que furent, et sont parfois encore, les « Etats ouvriers », est indispensable au combat émancipateur. Des contorsions intellectuelles ont pu permettre de prendre des camps et des barbelés pour la projection des « Etats ouvriers », comme porteurs d'un mystérieux fluide prolétarien. Ceci n'est pas de la dialectique, mais de la fantasmagorie, non sans rapport avec le dogme de la transsubstantiation. Pour aller de l'avant, il faut s'en libérer. Et dans ce combat en avant, les remugles du stalinisme font intégralement partie de l'ordre de l'accumulation capitaliste qu'il s'agit, pour vivre, de subvertir et remplacer.

VP, le 02/11/21.

